

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

7 novembre 2009

---

LOI DE FINANCES POUR 2010 - (n° 1946)  
(Seconde partie)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° II - 179

présenté par  
M. Carrez, Rapporteur général  
au nom de la commission des finances,  
M. Cahuzac, M. Bapt, M. Emmanuelli, M. Sapin, M. Bartolone, M. Muet, M. Baert,  
M. Balligand, M. Launay, M. Carcenac, M. Eckert, M. Goua, M. Idiart, M. Claeys,  
M. Jean-Louis Dumont, M. Bourguignon, M. Lurel, M. Habib, M. Hollande, M. Moscovici,  
M. Vergnier, M. Lemasle, M. Rodet et Mme Girardin

-----  
**ARTICLE ADDITIONNEL**

**APRÈS L'ARTICLE 48, insérer l'article suivant :**

Après le mot : « maintenu », la fin de la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigée : « pour une durée qui ne peut excéder les deux années suivant la fusion. ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à offrir aux EPCI issus d'une fusion la possibilité de disposer d'un délai supplémentaire d'un an, par rapport au délai actuel d'une année, pour procéder à la convergence des modes et des taux d'imposition au titre de l'enlèvement des ordures ménagères.

Cette dérogation se justifie a fortiori dans le cadre des actuelles réflexions sur la mise en place, dans le cadre du « Grenelle », de modes plus incitatifs d'imposition. Le délai permettrait de mettre directement en place une imposition répondant aux nouveaux critères que le gouvernement ne manquera pas de proposer dans les deux années à venir.